

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous avons souvent demandé aux parties d'observer les dispositions du traité SALT II. Aussi imparfait soit-il, il représente un terrain d'accord et tous les pays souhaitent que les deux blocs le respectent.

LA POSITION DU CANADA

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, puisque les États-Unis ont annoncé qu'ils violeraient le traité avec l'engin même qu'ils nous ont demandé d'essayer sur notre territoire, le gouvernement informera-t-il les États-Unis, conformément à ce que vient de dire le premier ministre, que nous ne pouvons plus accepter ces essais chez nous tant que les États-Unis continueront à avoir l'intention de violer le traité SALT II?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il est évident que je ne suis pas du même avis que mon collègue au sujet de l'interprétation de ce qui aurait pu transpirer. Ce n'est pas ainsi que nous lisons l'intention.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

L'UTILISATION DU CHARBON À FAIBLE TENEUR EN SOUFRE

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Quand pouvons-nous attendre une décision sur l'utilisation au Canada du charbon canadien à faible teneur en soufre?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, le ministre d'État aux Mines, le ministre des Transports et moi-même essayons d'en arriver à une décision à la suite du rapport du groupe de travail publié le 20 août 1986. J'espère que nous serons en mesure d'ici peu, et peut-être même avant la fin de l'année, de prendre une décision préliminaire sur la question du remplacement du charbon américain à haute teneur en soufre par le charbon de l'Ouest à faible teneur en soufre.

* * *

L'ÉNERGIE

LES EXPORTATIONS DE GAZ À DESTINATION DES ÉTATS-UNIS

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, j'ai une seule question à poser au premier ministre en l'absence du ministre de l'Énergie. Il est peut-être au courant que certaines sociétés américaines...

Une voix: Le voilà.

M. Waddell: Excusez-moi, il est parti. Je vais poser ma question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Le ministre est-il au courant du fait que certaines sociétés américaines ont refusé de faire acheminer autant de gaz

Questions orales

qu'elles étaient censées le faire par le premier tronçon canadien du gazoduc de l'Alaska, et est-il prêt à aborder avec le gouvernement américain cette situation qu'on peut qualifier de grave, le gouvernement américain ayant presque garanti que les sociétés américaines feraient passer certaines quantités de gaz pour inciter le gouvernement précédent à approuver la construction du premier tronçon canadien?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, je suis informé des questions soulevées par le député; nous surveillons les faits nouveaux et, en temps et lieu, s'il y a des gestes à poser, nous les poserons avec plaisir.

* * *

[Traduction]

LA LOI SUR LES BREVETS

L'EFFET DES MODIFICATIONS SUR LE PRIX DES MÉDICAMENTS

M. Neil Young (Beaches): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. En réponse à une question que je lui avais posée précédemment, le ministre a déclaré que, d'après lui, les médicaments ne coûteraient pas plus cher aux consommateurs par suite des modifications apportées à la Loi sur les brevets. Peut-il nous dire à présent si...

Une voix: Il n'est pas ici.

M. Young: Il était ici il y a une minute à peine. Je dois l'avoir effarouché.

Des voix: Oh! oh!

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

* * *

[Français]

LES ASSURANCES

L'AUGMENTATION DES PRIMES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard—Anjou): Monsieur le Président, selon Statistiques Canada, les profits dans l'industrie de l'assurance ont augmenté de 142 p. 100 au cours des six derniers mois à cause de l'augmentation des primes d'assurance-responsabilité.

J'adresse ma question au ministre de la Consommation et des Corporations. Est-ce qu'il va assumer ses responsabilités et rendre immédiatement publics les résultats de l'enquête demandés par l'Opposition officielle en janvier de cette année?